



Réseau Installation Foncier

LA CRIFFE

La transmission agricole, enjeu de la préservation de nos territoires

SOMMAIRE

1

ÉDITO

par Alain Faure

2

RÉSEAU ET DIAGNOSTICS FONCIERS

Le réseau au service des territoires

3

RÉSEAU ET DIAGNOSTICS FONCIERS

Les Communautés de communes engagées

4

COLLECTIVITÉ ET AGRICULTURE

Les échanges amiables

Les ateliers de transformation

5

COLLECTIVITÉ ET AGRICULTURE

Agriculture et PLUI

6

ÊTRE AGRICULTEUR EN LIVRADOIS-FOREZ

Cessation et reprise sur Doranges

Un projet en Livradois-Forez

7

ÊTRE AGRICULTEUR EN LIVRADOIS-FOREZ

Un élevage de chevaux

La recherche d'associés

8

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Le réseau vous accompagne

ÉDITO

Réseau installation foncier bilan de 6 années d'existence

Alain FAURE, Président du Réseau installation foncier. Maire de La Chaulme. Vice-président de la Communauté de communes de la Vallée de l'Ance. Conseiller général du canton de Saint-Anthème.

Le Réseau installation foncier a fêté, en 2010, sa sixième année d'existence. Un bel anniversaire et une occasion rêvée pour faire le bilan d'une structure qui a été créée pour protéger et valoriser l'activité agricole du Livradois-Forez.

L'idée de ce Réseau est née d'un constat fait par le Parc naturel régional Livradois-Forez, il y a quelques années : celui d'une situation qui devenait difficile dans le paysage agricole de son territoire, avec des zones jadis cultivées qui retournaient à la friche et des exploitations qui disparaissaient suite au départ à la retraite des agriculteurs. Pour appréhender le problème dans son intégralité, des diagnostics fonciers agricoles ont été réalisés avec le concours du Conseil général, sur le territoire de cinq, puis six - aujourd'hui sept - Communautés de communes du Parc. Il s'agissait notamment de **faire l'inventaire des exploitants de plus de 52 ans et d'identifier les structures agricoles en phase de transmission** tout en recensant, parallèlement, le nombre de repreneurs potentiels et en essayant de mettre en relation les deux parties. Ce premier pas nous a permis de mieux définir le problème et les contours d'un travail qui s'inscrivait obligatoirement de façon pérenne. Pour fédérer les actions et valoriser les données issues de ces diagnostics, nous avons eu l'idée de créer un réseau - que nous avons baptisé le Réseau installation foncier - et de recruter un technicien, Nicolas Delorme, pour faire le lien entre tous les acteurs, les organisations agricoles, les élus, les exploitants et les techniciens. Ce réseau, fort logiquement, a été doté d'un comité de pilotage incluant les référents de chaque Communauté de communes, les vice-présidents chargés de l'agriculture ou bien un délégué communautaire. De façon parfaitement démocratique, nous avons mis en place, au départ, un système de présidence tournante. Pour des raisons pratiques, parce qu'il était difficile pour un interlocuteur extérieur d'identifier un élu référent qui changeait chaque année de nom, d'apparence et de localisation, la décision a été prise de maintenir la présidence dans la Vallée de l'Ance. C'est notre structure, en effet, qui thésaurise le budget de ce Réseau, sachant bien évidemment que chacune des Communautés de communes adhérentes participe à son financement.

de 52 ans sans successeur connu, **favoriser les reprises d'exploitations en mettant en relation les cédants et les repreneurs potentiels**. Nous l'avons doté, avec l'appui de Renaud Laire - technicien du Parc -, d'une base de données informatique, le SIG (Système d'information géographique) qui permet une veille active des terres agricoles. À partir de là, chaque Communauté de communes s'empare du Réseau selon ses besoins immédiats : certaines valorisent le regroupement des parcelles, d'autres la transmission des exploitations agricoles. Sur Courpière, un état des lieux des friches a été mis en place. Mais, au final, nos actions et la manière dont nous utilisons le Réseau installation foncier ont la même vocation, celle d'améliorer l'activité agricole sur le Livradois-Forez, et plus particulièrement sur nos territoires respectifs. Son plus bel atout est de fédérer les volontés et les énergies, de **permettre à tout le monde de travailler en commun**. Chacun apporte ses idées et partage ses expériences. La gestion foncière d'un territoire est une entreprise délicate, parfois difficile qui nécessite réflexion, anticipation et diplomatie. Ce Réseau permet de maintenir ce travail à une échelle très humaine, en mettant en relation les bonnes personnes au bon moment, en réunissant les exploitants, les maires, les élus et le technicien référent afin de favoriser la discussion et l'émergence d'une solution face à un problème posé. Le Réseau permet de travailler ensemble, et c'est certainement sa plus belle qualité. À son actif, on peut aussi constater, au terme de ces six années, qu'il limite la disparition des exploitations. À titre d'exemple, avec l'appui des organisations agricoles - comme l'ADASEA¹ et la SAFER² -, sur la Communauté de communes de la vallée de l'Ance, nous avons pu contribuer au bon déroulement d'une partie des transmissions de 26 exploitations sur nos deux cantons. C'est un premier résultat, qui nous a permis de comprendre l'une des vocations essentielles de ce Réseau, celle **d'être une sentinelle, une vigie, un levier pour lutter contre la déprise agricole**. À ce titre, je pense qu'il a sa place dans le maillage des actions qui coexistent sur le Livradois-Forez. C'est un bel outil mais, pour qu'il puisse poursuivre ses missions, il est nécessaire que chacun puisse le découvrir et s'en emparer. D'où la nécessité de communiquer afin de le faire connaître au plus grand nombre. C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité faire ce journal qui dépasse le cadre strictement informatif d'une plaquette pour mettre en valeur des témoignages d'exploitants, d'élus ou encore de porteurs de projets désireux de s'installer en Livradois-Forez. L'occasion pour eux d'exprimer leurs attentes, de nous faire partager leurs expériences ; la possibilité pour nous de marquer une halte et regarder le chemin parcouru afin de mieux préparer l'avenir. En sachant que cet avenir se construit au quotidien et qu'il appartient à chacun d'entre nous de réfléchir à la manière de pérenniser ce Réseau installation foncier en lui donnant les meilleures chances de bien fonctionner et de remplir ses multiples missions.



En 2005, le Réseau installation foncier a vu le jour officiellement. Il est hébergé aujourd'hui à la Maison du Parc à Saint-Gervais-sous-Meymont et intervient sur sept Communautés de communes : celle du Pays d'Arlanc, du Bassin minier-montagne, du Pays de Cunlhat, du Pays d'Olliergues, du Pays de Courpière, plus récemment du Haut-Livradois et bien sûr de la Vallée de l'Ance. Nous lui avons assigné des missions spécifiques : favoriser les échanges amiables, recenser les agriculteurs de plus

¹ Les ADASEA (Association Départementale pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles) ont un rôle d'interface entre les agriculteurs, l'administration et les collectivités territoriales : elles informent, conseillent et accompagnent les agriculteurs dans l'élaboration de leurs dossiers d'aides publiques. (Source : adasea.net)

² Les SAFERS (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) ont plusieurs missions.

- Dynamiser l'agriculture et les espaces forestiers.
- Favoriser l'installation des jeunes.
- Protéger l'environnement, les paysages et les ressources naturelles.
- Accompagner le développement de l'économie locale.

(Source : safer.fr)



Le Réseau au service des territoires

Éric Dubourgnoix, chargé du suivi du Réseau installation foncier à l'échelle du PNRLF. Maire de Saint-Gervais-sous-Meymont. Vice-président du PNRLF. Conseiller régional d'Auvergne.

« J’ai découvert le Réseau installation foncier il y a deux ans lorsque je suis devenu vice-président du Parc naturel régional Livradois-Forez. À l’époque, le président du Parc, Tony Bernard, m’avait demandé d’assurer son suivi avec Alain Faure. En 2008, le Réseau existait depuis trois ans déjà et j’ai donc pu découvrir les résultats concrets de son action sur le territoire.



Les diagnostics fonciers avaient été faits et les premiers échanges amiables s’organisaient sur la Communauté de communes du Bassin minier montagne. Notre territoire, en effet, est caractérisé par une structure foncière morcelée avec, dans certaines communes, des ensembles de parcelles inférieurs à un hectare. Le fait de convaincre des agriculteurs, voire des propriétaires, de rationaliser leurs exploitations pour limiter leurs déplacements dans le but évident de gagner du temps et d’épargner de l’argent m’a persuadé d’emblée du bien-fondé de l’existence de ce Réseau. D’autant que ce dernier s’intéressait aussi à un problème évident et récurrent sur notre territoire, celui de la transmission des exploitations agricoles. Les diagnostics fonciers avaient permis de faire un bilan précis, et presque démographique, du nombre d’exploitants susceptibles de prendre leur retraite dans les cinq à huit prochaines années. Le Réseau intervenait déjà pour réfléchir aux différentes manières de pérenniser les exploitations concernées. Ce travail amorcé, la proximité évidente du Réseau avec son terrain d’action, sa complémentarité avec les organismes professionnels, tout ceci prouvait que ce dispositif relevait du simple bon sens.

Le Réseau aujourd’hui
Aujourd’hui, le Réseau installation foncier existe et travaille au quotidien sur le territoire des sept Communautés de communes qui font appel à ses services. Il intervient pour favoriser les échanges amiables et le regroupement des parcelles. Parallèlement, son but est d’identifier les prochaines cessations d’activités, pour mieux anticiper les évolutions dans les propriétés concernées, savoir ce que les agriculteurs souhaitent faire, connaître leurs besoins et éventuellement les aider à trouver un repreneur. Traditionnellement, lorsqu’un exploitant arrête ses activités, le souci était de savoir si ses champs retourneraient à la friche ou seraient destinés

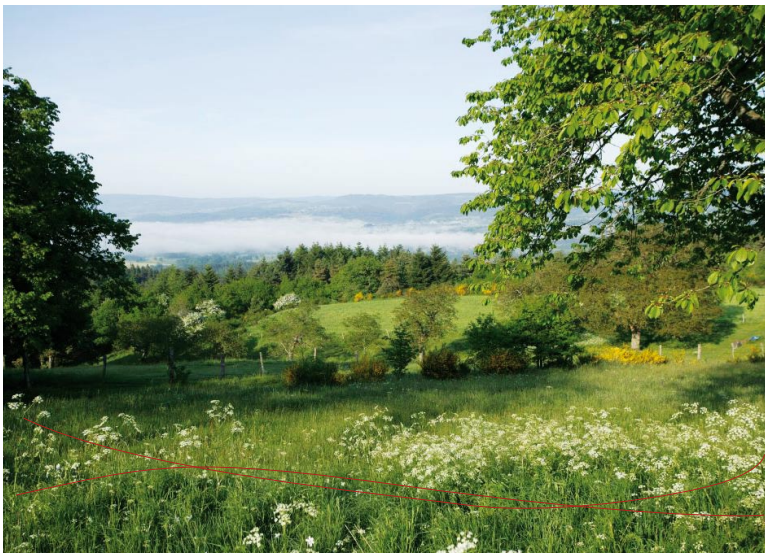
à l’agrandissement d’une exploitation voisine. Aucun dispositif n’était réellement prévu pour que des porteurs de projets puissent intégrer leur future activité dans le paysage agricole du Livradois-Forez. Or, l’un des objectifs que s’est assigné le Réseau est de permettre l’installation de jeunes actifs sur le territoire. Conséquence logique de la réforme de la PAC, adoptée en 2003, l’agriculture sur le Livradois-Forez a évolué. Nous avions jadis beaucoup de « double-actifs » sur le territoire, des hommes qui travaillaient à l’usine et qui, parallèlement, possédaient une petite exploitation. Le bouleversement des quotas laitiers a posé le problème de la survie des petites structures. Il a donc fallu faire preuve d’imagination. Le Réseau installation foncier est l’un des éléments de cette réflexion permanente qui doit être menée pour protéger nos exploitations agricoles. Il n’est pas le seul. Il est impossible d’intervenir sur le secteur agricole en se désintéressant de la façon dont les exploitants travaillent, ne serait-ce que pour les aider à s’inscrire dans des dispositifs qui leur permettront de vivre sur leurs exploitations. Notre territoire est magnifique, l’agriculture est un facteur fondamental pour sa survie. Nous fabriquons des produits de qualité, souvent labellisés. Tous ces éléments convergent en faveur d’une agriculture extensive, organisée autour des circuits courts. Dans notre

Le rôle des élus
L’une de nos premières actions a d’ailleurs été de convaincre

les élus de s’impliquer dans ce travail spécifique. Dans les négociations qui s’organisent sous l’égide du Réseau, l’ élu local peut prendre le relais du technicien pour rencontrer un agriculteur. Et les représentants politiques vont avoir un rôle important à jouer, dans un avenir proche, pour garantir la longévité de ce Réseau. Depuis le début, nous travaillons avec de multiples partenaires. Outre l’association qui nous lie par définition au Conseil général, nous avons signé deux conventions avec la SAFER et l’ADASEA. La synergie avec la SAFER nous permet d’avoir accès aux notifications de vente de façon anticipée afin de réaliser une veille sur les terrains, tandis que l’ADASEA nous apporte un soutien technique pour faire avancer les dossiers. À l’heure actuelle, le budget du réseau se chiffre à 54 000 €. 50 % de cette somme sont apportés par le Conseil général, l’autre moitié étant à la charge des Communautés de communes adhérentes. Or, le Conseil général est en difficulté financière, on le sait, et il y aura, dans les mois qui viennent, une véritable bataille à mener pour pérenniser nombre de budgets, celui de ce Réseau en particulier.

L’avenir du Réseau
La pérennité du Réseau installation foncier est une question décisive. Il est évident qu’il a un rôle important à jouer dans l’avenir du territoire. Sa mission s’inscrit d’ailleurs dans l’un des objectifs opérationnels de la future charte du Parc naturel régional Livradois-Forez; celui, je cite, de « maintenir un tissu agricole dense par l’installation de nouveaux actifs ». Nous sommes donc au cœur de son enjeu et cela prouve de façon formelle que cet outil installé six ans plus tôt est loin d’être anodin, ou superflu. Il serait dommage, en outre, de se priver d’une structure qui privilégie la discussion, la concertation, l’apport d’une solution personnalisée à chaque problème posé et la négociation au bénéfice de toutes les parties engagées. Plusieurs Communautés de communes ont déjà manifesté

leur intérêt pour ce Réseau et souhaite le rejoindre. On peut extrapoler facilement et se dire que ce dernier est appelé à s’agrandir à court et moyen terme. Encore faudra-t-il gérer son expansion dans de bonnes conditions, en le dotant notamment de moyens humains supplémentaires. Nicolas Delorme ne pourra continuer à intervenir seul sur un territoire qui ne cesse de s’agrandir. Le travail en équipe qu’il réalise déjà avec les techniciens des Communautés de communes est précieux. On pourrait optimiser ces résultats en installant un élu « relais », identifié et accessible, dans chaque commune. Car je suis convaincu que l’atout principal de ce Réseau est sa proximité. C’est essentiellement cette qualité qui en fera un outil de développement territorial et qui lui donnera la crédibilité nécessaire à son expansion. En cela, il s’inscrit parfaitement dans les missions du Parc naturel régional Livradois-Forez et il trouve sa place naturellement dans ce vivier de compétences polyvalentes mises au service d’un territoire. »



Les Communautés de communes engagées

Le Pays de Cunlhat

- 7 communes pour une SAU de 6 311 ha
- 111 exploitations pour 136 exploitants
- 29 % d’exploitants de plus de 55 ans
- 9 % d’exploitants de moins de 34 ans
 - Plus de 28 % en bovins viande, suivi par 24 % en bovins lait

Le Haut Livradois

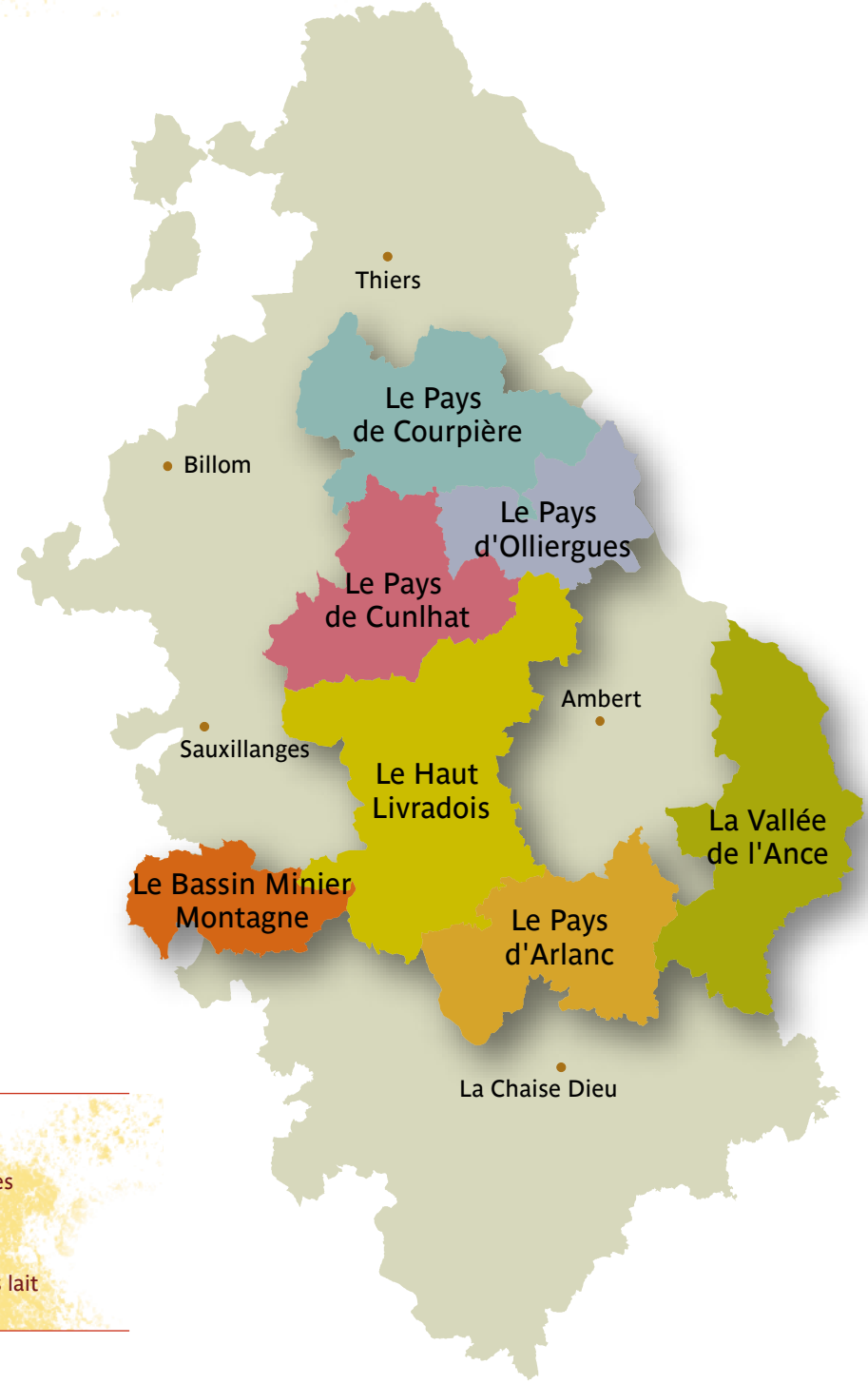
- 15 communes pour une SAU de 8 247 ha
- 105 exploitations pour 124 exploitants
- 32 % d’exploitants de plus de 55 ans
- 10 % d’exploitants de moins de 34 ans
- 39 % en bovins viande et 21 % en ovins et autres herbivores

Le Bassin Minier Montagne

- 10 communes pour une SAU de 2 121 ha
- 42 exploitations pour 53 exploitants
- 30 % d’exploitants de plus de 55 ans
- 24 % d’exploitants de moins de 34 ans
 - Plus de 23 % en bovins viande, suivi par 21 % en bovins lait

Le réseau

- 67 communes pour une SAU de 37 824 hectares
- 624 exploitations pour 767 exploitants
- 30 % d’exploitants de plus de 55 ans
- 12 % d’exploitants de moins de 34 ans
- 28 % en bovins viande, suivi de 24 % en bovins lait



Le Pays de Courpière

- 10 communes pour une SAU de 6 204 ha
- 90 exploitations pour 115 exploitants
- 30 % d’exploitants de plus de 55 ans
- 11 % d’exploitants de moins de 34 ans
- 36 % en bovins viande et une part homogène en bovins lait, viande et mixtes

Le Pays d’Olliergues

- 6 communes pour une SAU de 2 368 ha
- 41 exploitations pour 48 exploitants
- 38 % d’exploitants de plus de 55 ans
- 15 % d’exploitants de moins de 34 ans
- Près de 37 % en bovins viande et 36 % en ovins et autres herbivores

La Vallée de l’Ance

- 10 communes pour une SAU de 6 043 ha
- 115 exploitations pour 145 exploitants
- 26 % d’exploitants de plus de 55 ans
- 13 % d’exploitants de moins de 34 ans
- Plus de 46 % en bovins lait, suivi par 18 % en ovins et autres herbivores

Le Pays d’Arlanc

- 9 communes pour une SAU de 6 530 ha
- 120 exploitations pour 146 exploitants
- 32 % d’exploitants de plus de 55 ans
- 12 % d’exploitants de moins de 34 ans
- Plus de 27 % en bovins lait, suivi par 24 % en ovins et autres herbivores

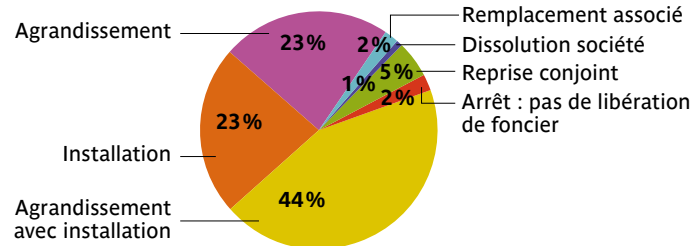
Quel devenir pour les exploitations du réseau ?

Que sont devenues les exploitations cédées entre 2005 et 2009 ?

Sur le bilan des années précédentes (2005-2009), on constate que les objectifs des agriculteurs pour le devenir de leur exploitation ont été dans la plupart des cas respectés. Ainsi la quasi-totalité des exploitants qui envisageaient une reprise de leur exploitation ont réellement permis une installation; en parallèle, ceux qui destinaient leur exploitation à l’agrandissement ou au démembrement ont bien conduit à conforter d’autres exploitations. Enfin, ceux qui n’avaient pas concrètement envisagé la suite ont contribué pour moitié à l’agrandissement et pour moitié à l’installation.

À quoi sont destinées les exploitations avec un exploitant de plus de 56 ans ?

Actuellement, concernant la cessation d’activités des exploitants de plus de 56 ans, près d’un quart destine son exploitation à l’agrandissement ou au démembrement, alors que seul un sur dix a déjà un projet ou une idée de reprise pour la structure. Plus d’un quart des exploitants de plus de 56 ans n’a pas de successeur identifié, cette part passe à près de 40 % si l’on rajoute les exploitations qui n’ont pas envisagé de transmission. Le quart restant se répartit entre les départs d’associés sans remplacement, les remplacements d’associés ou de conjoints et les poursuites d’exploitations sans libération de foncier.



Ainsi, si l’on compare au bilan des cessations entre 2005-2009, il apparaît que la part des exploitants dont la transmission est incertaine a augmenté. C’est pourquoi il est nécessaire de bien maintenir la sensibilisation de ces exploitations sans successeur identifié sur la nécessité de préparer la cessation d’activité.

Points sur le réseau

L’ensemble des Communautés de communes adhérent au réseau s’est fixé comme objectif de mettre en œuvre les actions nécessaires afin de soutenir une agriculture employant de nombreux actifs. Pour cela, outre une animation de proximité, une connaissance fine du territoire et des exploitations agricoles est indispensable. C’est pourquoi le réseau gère une base de données mise à

jour grâce à l’animation locale, aux agents de développement, aux élus et aux partenaires professionnels. Elle regroupe l’ensemble des exploitations et les informations quant à leurs besoins et devenirs, mais également des informations parcellaires. Cette base informatisée est mise à disposition des différents acteurs via un extranet. Actualisée au fil de l’eau, elle est composée d’un volet descriptif de l’ensemble des exploitations couplé à un Système d’Information Géographique. Ainsi elle permet de localiser les exploitations, mais également, sur la base du cadastre numérisé, de localiser les enjeux territoriaux et les problèmes de structuration foncière. Cet outil, développé avec le soutien technique et matériel du PNRLF, est également mis à disposition du SMAD des Combrailles dans le cadre du Réseau Transmission Foncier en Combrailles Artense. À l’heure actuelle, sur les deux territoires, plus de 400 000 parcelles cadastrales sont intégrées dans cette base recensant près de 2 000 exploitations. Ainsi, c’est grâce au suivi régulier, à l’analyse de ces informations et aux partenariats avec les organismes agricoles que les commissions agricoles de chaque Communauté de communes peuvent choisir et orienter leurs actions pour le maintien de l’activité agricole sur leur territoire et fixer dès lors les missions d’animation nécessaires.



COLLECTIVITÉ ET AGRICULTURE

Zoom sur des expériences collectives

Les échanges amiables sur la Communauté de communes du Bassin minier montagne

André Bardy, agriculteur, Maire de Champagnat-le-Jeune - André Bonjean, retraité, Maire de Peslières

« Nous avons été la cinquième Communauté de communes à rejoindre le Réseau installation foncier. Nous voulions agir de manière concrète pour l'agriculture sur notre territoire et l'une des missions du réseau nous intéressait particulièrement, celle qui concernait les échanges amiables

« Notre problème majeur, que le diagnostic foncier avait fait apparaître, était que nous souffrions, ici, dans le Bassin minier montagne, d'un parcellaire extrêmement morcelé. 70 % de nos flots avaient une surface inférieure à 1,34 hectare. Les agriculteurs font chaque jour des dizaines de kilomètres pour rejoindre leurs champs. 15, 20 kilomètres ralliés plusieurs fois dans la journée, vous imaginez la dépense d'énergie inutile, la perte de temps, d'argent aussi puisque, entre l'essence et l'entretien des tracteurs, le coût de production devient beaucoup trop élevé. Sans parler de la qualité de vie qui se détériore avec ces allers et retours incessants. Comment permettre à nos agriculteurs de vivre correctement sur leurs exploitations, ou inciter de jeunes actifs à s'installer sur notre territoire, en sachant que, d'entrée de jeu, une grande partie de leur journée va être consacrée à rejoindre leurs différents terrains d'exploitation ? Sans constituer la solution unique, ni être présentés comme la panacée absolue, les échanges amiables sont un premier levier pour assainir une situation compliquée. Le réseau arrivait à point nommé. Avec l'appui de Nicolas Delorme, et de l'ADASEA qui nous a fourni tous les documents nécessaires et notamment les plans avec les noms des exploitants et des propriétaires, nous avons réuni les acteurs agricoles de notre territoire, discuté des parcelles pouvant faire l'objet d'échanges et fait une simulation avec le SIG. Au total, 15 exploitations ont été mobilisées, 20 hectares ont été échangés et 44 flots d'exploitation ont été restructurés sur sept communes. »

Les échanges amiables, mode d'emploi
Il existe trois manières de valider ces échanges : échanges de jouissances ou de cultures (seul échange l'utilisateur de la parcelle), échanges de fermiers (ces derniers changent de propriétaire, ce qui implique un nouveau bail), échanges de propriétés (les propriétaires échangent leur parcelle par acte

notarié, le fermier ne change pas de propriétaire mais de parcelle). « Nous avons mis en place une série de réunions dans les communes afin d'expliquer en quoi consistait ces échanges amiables. Il nous a fallu affronter des blocages culturels dans un premier temps : les propriétaires ne sont pas toujours d'accord pour changer de fermier, l'inverse étant vrai aussi. Avec le temps, des relations de confiance se sont tissées entre eux. Et lorsqu'il s'agit d'échanger une parcelle avec un autre propriétaire, là encore, on se heurte à des freins psychologiques : difficile de modifier les limites de terres qui ont toujours appartenu à la même famille et qui s'inscrivent dans l'histoire des générations. Mais, ceci dit, les choses sont allées assez vite dans notre Communauté de communes. Le besoin était fort, l'urgence évidente. Et les cartes parlent d'elles-mêmes. Nous avons également quelques jeunes exploitants qui ne sont pas tributaires d'un quelconque passé : trois d'entre eux nous ont d'ailleurs sollicités, par la suite, pour organiser un échange de parcelles. L'opération a porté sur 10 hectares. Ce sont de premiers résultats, plutôt gratifiants. Mais il est nécessaire de poursuivre cette politique de regroupement de terrains. Notre parcellaire est tellement morcelé qu'il faudrait encore procéder à un nombre important d'échanges amiables pour le restructurer.

La transmission des exploitations
Nous avons aussi, ici, le problème de transmission des exploitations. Pour l'instant, nous n'avons eu aucun résultat concret et la situation devient critique. Certains villages, comme Saint-Martin-d'Ollières, risquent de se retrouver bientôt sans agriculteurs. Or, pas d'agriculteurs sur un territoire, c'est le retour de la friche et des boisements intempestifs. Paradoxalement, nous avons quelques jeunes qui sont prêts à s'installer dans notre région, mais nous n'avons rien à leur proposer pour l'instant. Il leur faut du terrain, bien sûr, et organisé de manière cohérente autour de l'ex-

ploitation. Mais ils ont besoin aussi de bâtiments. Souvent, lorsque l'agriculteur part à la retraite, il conserve sa maison d'habitation. Le nouvel arrivant est obligé de construire de nouveaux locaux, ce qui nécessite un budget supplémentaire important, et génère un endettement difficile. Donc, nos exploitations éclatent ; les maisons sont rachetées et affectées en résidence secondaire. Certes, cela évite la ruine du bâti, mais cela ne solutionne en rien le problème du maintien des actifs sur notre territoire. Aussi, il est nécessaire que nous poursuivions la réflexion amorcée avec le Réseau installation foncier. Nous aimerions que Nicolas revienne travailler avec nous. Il est bien évident que l'animateur du réseau, avec une mission sur sept Communautés de communes, ne peut pas être partout. Mais il est difficile, sinon impossible, d'agir sans lui. L'appui du technicien référent est indispensable pour faire avancer les discussions et les dossiers. C'est le cas de figure par excellence où l'élus et le technicien se complètent à merveille, l'un prenant la relève de l'autre lorsque leurs limites d'intervention respectives sont atteintes. Une chose est sûre, cette première expérience a été très concluante. Mais il reste encore beaucoup à faire et c'est un vrai projet pour notre Communauté de communes, sur la prochaine décennie. »



Les ateliers de transformation

Patrice Vantalon, agriculteur « La Ferme des Terres creuses » à Brousse - Premier adjoint à Brousse, Gérant de la boucherie Biosavine.

« Située sur la commune de Brousse dans le Puy-de-Dôme, la Ferme des Terres creuses élève des vaches, des volailles et des brebis au cœur du Livradois Forez [...] C'est dans un cadre de moyenne montagne au climat continental que se trouve l'exploitation. En effet, nous sommes situés entre 700 et 800 m d'altitude en moyenne ce qui nous permet d'avoir chaud l'été et quelques chutes de neige pendant l'hiver. Nos animaux sont répartis sur 170 hectares, dont 60 de prairies naturelles et 30 de prairies temporaires... »¹

L'histoire de la Ferme des Terres creuses débute avec l'association de deux hommes, Patrice Vantalon et François Gilard, qui se sont rencontrés il y a quelques années à travers leurs professions respectives. Le premier travaillait à l'INRA, le second était ingénieur dans une coopérative du Puy-de-Dôme. Unis par un intérêt commun pour l'agriculture biologique, ils se sont lancés en 2006 dans l'exploitation d'une ferme. Ils fournissent de la génisse, de la Salers et de la Charolaise, du veau de lait et du veau élevé sous la mère, des poulets, des dindes et des pintades, des canettes en septembre, des oies en décembre et des œufs toute l'année. Voilà pour l'inventaire à la Prévert ! Ils adhèrent au cahier des charges de Nature et Progrès² et respectent les directions imposées par la boussole Néo : au Nord le naturel et le respect de la biodiversité, des cycles naturels et de la vie du sol ; au Sud le social, l'échange et la solidarité ; à l'Est l'environnement, la réduction des besoins énergétiques, la recherche de l'autonomie sans passer

par les énergies fossiles ; et à l'Ouest l'origine, les démarches de proximité pour les produits utilisés et les modes de commercialisation. Voilà pour le quotidien ! À court terme, ils projettent de réorganiser leurs troupeaux, en introduisant des vaches Normandes et des Abondances au milieu des Jersiaises, des Montbéliardes, des Simmentals déjà installées et d'assurer la transformation de leur lait en créant un poste de fromager sur leur exploitation. Voilà pour l'avenir !

Le bio, une filière qui a de l'avenir
« Le bio est justement une filière qui a de l'avenir, en particulier sur notre territoire. » explique Patrice Vantalon. « La topographie du Livradois-Foréz est particulière, très morcelée. Même en mettant en place une gestion du foncier, pour regrouper les parcelles et obtenir des exploitations plus cohérentes, il sera difficile de faire ici ce qui a été réalisé par exemple dans le Bourbonnais, des superficies agricoles qui s'organisent sur plusieurs dizaines d'hectares réunis.

Il faut tenir compte du relief et trouver des solutions pour faire vivre des exploitations qui auront, par définition, des superficies souvent restreintes. Limiter l'agrandissement des terrains, c'est une chose. Mais il devient nécessaire, sinon urgent, de favoriser la transmission des structures agricoles et d'encourager les jeunes à s'installer dans notre région. Sur la Communauté de communes de Cunlhat, nous avons environ 150 exploitations. C'est bien, mais beaucoup de nos agriculteurs ont plus de 50 ans. Dans dix ans, nous risquons de nous confronter à un problème évident si nos agriculteurs partent à la retraite sans être remplacés. Il faut donc déjà réfléchir et trouver des solutions pour que les nouveaux arrivants potentiels puissent vivre sur des périmètres cultivables parfois restreints. En privilégiant notamment une agriculture exten-

« L'avenir de l'agriculture passera par un bouleversement culturel. »

Les ateliers de transformation (suite)



sive, biologique ou non, mais de qualité. Cela implique que d'autres formes d'agriculture soient proposées et acceptées, des plantes médicinales, du maraîchage, de l'élevage d'ovins et de caprins, des troupeaux de vaches laitières en transformation directe, autant de productions qui sont possibles sur de petites ou moyennes structures mais qui impliqueront, à court et moyen terme, le développement des circuits courts ou de la vente directe et généreront un bouleversement des

mentalités. Sur ce territoire, nous avons la chance d'avoir un parc naturel qui peut défendre ce type de productions. Ailleurs, cela peut passer par les Chambres d'agriculture, à condition que ces dernières révisent leurs positions et acceptent de parler des circuits courts. »

Changer les mentalités

Car l'avenir de l'agriculture passera aussi par un bouleversement culturel. « Pour vivre dans de meilleures conditions, les fermiers devraient apprendre à travailler ensemble et à mutualiser leurs moyens. Il existe les CUMA - les Coopératives d'utilisation du matériel agricole - qui permettent aux exploitants d'acquérir en commun du matériel lourd et onéreux, mais elles ne concernent qu'une partie spécifique du budget d'une exploitation. En vente directe, il faut des outils adéquats pour travailler en conformité avec les règlements sanitaires et juridiques. Ce sont les laboratoires de transformation laitière, de découpe de viande ou d'abattage de volailles. Or, c'est une hérésie que de demander, à l'heure actuelle, à un agriculteur d'investir 40 000 à 50 000 € pour faire construire sur son exploitation un atelier de découpe de viande individuel, qui lui servira une ou deux fois par mois ou de la vente directe et généreront un bouleversement des

vine, à Saint-Amant-Roche-Savine est intéressant. C'est un atelier de découpe qui fédère la production de cinq agriculteurs du Livradois-Foréz. Un boucher-charcutier salarié débite, transforme et conditionne leur viande, laquelle est vendue pour partie et en direct à leurs clients dans la boutique attenante à l'atelier. C'est un premier pas. Dans le même ordre d'idée, il y a un autre atelier de découpe qui va s'installer sur Ambert. Mais, dans ce département par exemple, nous n'avons pas de structure pour abattre les volailles selon les normes européennes. À l'heure actuelle, pour faire de la volaille prête à cuire, il faut aller jusqu'à Gannat, dans l'Allier. Il est facile de calculer la perte de temps, d'énergie, de carburant et de chiffrer le bilan carbone de l'opération. Nous manquons de volailles bio et d'élevages de porcs en plein air sur notre territoire. Pourtant, il y a des jeunes qui aimeraient s'installer et qui s'intéressent à ces projets. Pour diminuer de façon préventive leurs futurs coûts d'exploitation, il est déjà possible de trouver des solutions pour leur permettre d'abattre en commun. La mutualisation des moyens est une idée, parmi toutes celles qu'il nous faudra avoir, à l'avenir, pour maintenir l'activité agricole sur les territoires et générer des emplois. Et c'est tellement plus intéressant de travailler de cette manière. »

Agriculture et Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Fabrice Normand, animateur sur la Communauté de communes du Pays d'Olliergues.

Fabrice Normand travaille comme animateur sur la Communauté de communes du Pays d'Olliergues. Ses missions sont multiples, puisqu'il intervient sur les dossiers concernant la réglementation des boisements, le schéma des dessertes forestières, le soutien aux porteurs de projets désireux de s'installer sur le territoire, la partie agricole de ce même territoire et, plus récemment, sur l'élaboration du PLUI, le Plan local d'urbanisme intercommunal, qui a été initié trois ans plus tôt sur le territoire.

« Sur Olliergues, beaucoup de dossiers arrivaient à la mairie, relatifs pour l'essentiel à des demandes de permis de construire. Faute d'un cadre juridique précis, il appartenait au maire d'accorder ou non les autorisations nécessaires à l'installation des nouveaux arrivants. Il était alors facile, que le dossier soit avalisé ou non, de taxer l'élus de subjectivité. Les maires des autres communes du territoire rencontraient les mêmes problèmes. Si bien, qu'en 2007, la décision a été prise d'instaurer un Plan local d'urbanisme intercommunal. Un PLUI possède entre autres qualités celle de se présenter sous la forme d'un document unique et pluridisciplinaire, qui après les études obligatoires réalisées et le vote des communes concernées, aura pour fonction de réglementer d'une manière précise et homogène tout ce qui se passera sur l'ensemble de la Communauté de communes, dans les domaines conjugués de l'habitat, du tourisme, de l'économie, de l'agriculture, de la forêt, du social, du patrimoine ou encore du réseau des transports. Outre le fait qu'un tel document assure la protection des élus et renforce leur crédibilité, la réflexion intercommunale, qui est obligatoirement menée, empêche que chaque ville ou village impose son aménagement personnel. Au contraire, il s'agit de réfléchir à l'implantation des futures structures sur des positions stratégiques utiles à tout le territoire. La participation des élus, en l'occurrence, est fondamentale. Il s'agit, pour eux, d'anticiper sur les 10 à 15 ans qui viennent toutes les actions et les opérations qui interviendront sur leur secteur.

PLUI et agriculture

Le travail de recherche, de réflexion et d'analyse qui précède la rédaction et l'application de ce type de document est par définition long et minutieux. Chaque ville, chaque hameau - soit environ une centaine sur le territoire - doit être examiné à la loupe. Il s'agit de recenser de manière précise toutes les structures existantes, formelles ou informelles. Au chapitre agricole par exemple, il faut déterminer l'empla-

cement de chaque bâtiment existant, le contour de chaque parcelle exploitée. Au-delà de l'observation pratique, qui rejoint la mission de l'inventaire des acquis et des ressources d'un territoire, il est aussi nécessaire d'anticiper sur l'avenir : déterminer les terres, par exemple, qui devront rester agricoles ; trouver la nouvelle affectation d'un bâtiment qui sera cédé dans les prochaines années. Nous avons organisé, dans ce but, beaucoup de réunions avec les agriculteurs du territoire. Nous leur avons demandé s'ils avaient l'intention de construire un nouveau bâtiment sur leurs exploitations, auquel cas il était déjà possible d'établir un périmètre de protection de 100 mètres autour de l'emplacement, afin de conserver les parcelles alentour et de préserver l'activité de la ferme. En accord avec la Chambre d'agriculture, nous leur avons remis une fiche où chacun d'entre eux indiquait de manière précise ses acquis et ses perspectives, ce qu'il possédait, ce qu'il envisageait à court et moyen terme. Tel agriculteur a un fils qui souhaite reprendre sa ferme, mais ce dernier va manquer de foncier, et il a besoin de 20 000 litres de lait supplémentaires pour les quotas... Avec cette fiche, le cabinet d'études qui travaille sur l'organisation du PLU peut déjà mettre en place le périmètre de protection autour de l'exploitation. L'information remontera ensuite à la Chambre d'agriculture et transitera par le Réseau installation foncier, qui, avec l'appui de l'Adasea, essaiera de trouver une solution pour pallier le manque de terres agricoles et maintenir l'exploitation dans les meilleures conditions. Sur Marat, nous avions ainsi un agriculteur qui, sensibilisé par le Réseau sur la nécessité de transmettre son exploitation, a cédé 24 hectares à un jeune reprenneur, lequel a pu s'installer en GAEC avec sa mère. C'est là aussi que le PLU et tout le travail d'inventaire et de réflexion qui précède son établissement prend un vrai sens, en désignant les problèmes déjà posés et en imaginant déjà des solutions pour l'avenir, en collaboration avec les organismes professionnels de la région, et les structures déjà implantées comme le Parc naturel régional Livradois-Foréz et le Réseau installation foncier. »

« Le PLUI constituera un outil intéressant pour maintenir une veille active sur le territoire. »



Un outil intéressant

Le PLUI devrait être terminé à la fin du premier trimestre 2011 et applicable à partir du mois d'avril. « Outre le fait qu'il fournira désormais un cadre strict et légal aux futures opérations qui s'installeront sur la Communauté de communes, il constituera un outil intéressant pour maintenir une veille active sur le territoire. Avec l'appui du Réseau installation foncier, nous allons aussi favoriser les échanges amiables afin de regrouper des parcelles cultivées et reconstituer des îlots cohérents. Nous avons pour projet de favoriser l'installation de nouveaux actifs sur les différentes communes, y compris ceux qui n'ont pas de projets agricoles au sens strict du terme. Ce serait une bonne chose, en effet, que de dépasser les concepts de l'agriculture traditionnelle, organisés autour du lait et de la viande, pour accueillir des maraîchers, des apiculteurs, ou, comme c'est le cas sur Marat, un élevage de chevaux. Notre territoire est magnifique mais difficile, et le maintien des actifs doit devenir une priorité. D'autant que nous serons désormais épaulés par ce PLUI qui nous permettra une réelle lisibilité sur les actions à mener pour la prochaine décennie. Une jolie manière de construire l'avenir de notre région. »



ÊTRE AGRICULTEUR EN LIVRADOIS-FOREZ

S’installer, exploiter, céder son activité : témoignages

Cessation et reprise : le cas de Doranges

Marine Donal, agent de développement à la Communauté de communes du pays d’Arlanc - **Alain Hugon**, agriculteur - **Héloïse De Ona**, agricultrice.

La pérennisation des exploitations agricoles et le maintien des jeunes actifs sur le territoire du Livradois-Forez est l’une des vocations premières du Réseau installation foncier. Quand tous les moyens utiles et nécessaires sont mis en œuvre, le résultat est à la hauteur de l’enjeu. Suite à une longue série de transactions, une exploitation a été ainsi préservée sur la commune de Doranges.

« Lorsque le diagnostic foncier a été terminé dans le Pays d’Arlanc, nous sommes allés rencontrer les cédants qui n’avaient pas de repreneurs. » explique Marine Donal, agent de développement à la Communauté de communes du pays d’Arlanc. « C’est de cette manière que nous sommes entrés en contact avec deux exploitants, Messieurs Hugon et Méasson. Yves Méasson voulait partir en préretraite et souhaitait que ses terrains servent à installer un nouvel actif; Alain Hugon partait lui aussi à la retraite dans un avenir proche. Tous deux louaient des parcelles dans un périmètre restreint autour de Doranges. Les deux domaines réunis constituaient une exploitation tout à fait viable pour un nouvel arrivant. Avantage non négligeable, la reprise de leurs terrains maintenait une activité agricole sur un territoire dominé par une forte déprise. L’enjeu était important. À partir de ce constat, c’est une véritable chaîne de compétences qui s’est constituée, maillon après maillon, pour pé-

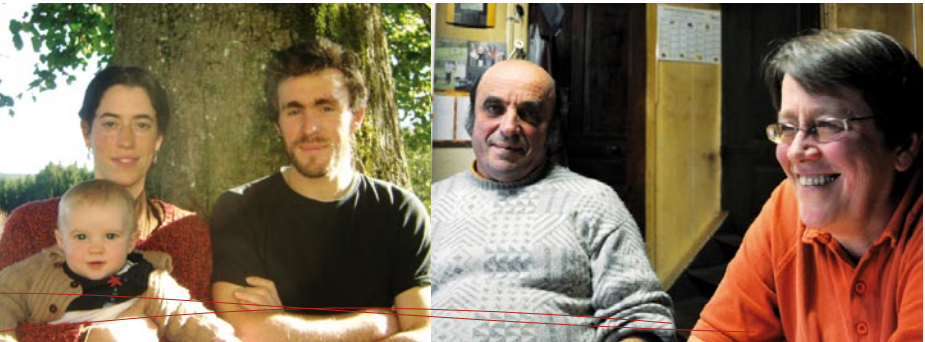
renniser une activité agricole sur ce pan de territoire : avec l’appui du Réseau qui - soutenu par les élus locaux - a assuré la liaison de toutes les parties concernées, nous avons incité Messieurs Méasson et Hugon à s’inscrire dans une démarche de transmission de leurs exploitations, en sensibilisant leurs propriétaires respectifs. Lorsque Yves Méasson a cessé ses activités, la SAFER a stocké les terrains libérés en attendant l’arrivée d’un candidat à l’installation. Le Conseil général est intervenu en versant une subvention aux propriétaires impliqués dans ce protocole. Alain Hugon a accepté de s’inscrire de manière anticipée au Répertoire à l’installation de l’ADASEA. Cette dernière a pris en charge la recherche des candidats et la constitution de leurs dossiers techniques. Enfin, le propriétaire des terrains et des bâtiments utilisés par Alain Hugon a joué le jeu en rencontrant les candidats et en choisissant les repreneurs. Au final, ce sont Fabien Bouillet et Héloïse De Ona qui ont été retenus. »

La relève est assurée

Fabien Bouillet et Héloïse De Ona sont donc les aboutissants de cette longue procédure, les deux jeunes agriculteurs qui vont investir les terrains concernés et s’installer dans le hameau de Scis. Alain Hugon et sa femme, eux, préparent leur déménagement. Ils sont restés 25 ans dans ce pays d’Arlanc; 25 années d’un travail quotidien toujours réalisé en commun sur cette exploitation. « Nous cher-

chions le calme; nous l’avons trouvé. Nous cherchions une ferme qui nous permette de bien vivre, sans nous faire de souci. Nous l’avons trouvée. Maintenant que l’heure de la retraite a sonné, nous allons passer à autre chose. » Dans quelques semaines, Alain repartira chez lui, dans sa commune d’origine, Orcines. En attendant, Fabien Bouillet et Héloïse De Ona attendent, sans impatience, de rejoindre leur future exploitation. À Scis, ils élèveront des vaches, des chèvres et fabriqueront des fromages : une grosse tomme « un peu comme celle que l’on trouve dans les Alpes » pour la version vache, des petits fromages ronds, frais, mi-durs et durs pour la transformation du lait des chèvres. « Le propriétaire est d’accord pour que nous installions un laboratoire à la maison. On prendra des vaches aussi pour faire des veaux gras, et peut-être quelques cochons. » Les rôles sont déjà répartis : Fabien s’occupera de vendre les fromages sur les marchés et interviendra pour la maintenance et la gestion des machines et des outils; Héloïse - formation de fromagère à l’appui - se chargera plus volontiers de la transformation du lait. La suite de leur aventure commune est prévue au tout début de l’année 2011. Le 15 janvier 2011, Alain Hugon aura 58 ans. Le 31 janvier, lui et sa femme donneront les clefs de leur maison au jeune couple qui prendra leur relève sur le domaine. « Ce sera finalement le gros défi : travailler ensemble, sur notre exploitation. » sourit Héloïse. Un vœu pieux qui rejoint celui émis par le couple Hugon : « Nous leur souhaitons simplement de bien vivre ici, et même de réussir à être heureux. Nous y sommes bien arrivés ! »

25 années d'un travail quotidien, toujours réalisé en commun sur cette exploitation.



Un projet en Livradois-Forez

Stéphane Bruno et Serge Kaczor, futurs éleveurs de chèvres et de volailles. Futurs propriétaires de chambres d’hôtes

Au début de l’année, le hameau du Bouget, à proximité de la commune de Tours-sur-Meymont, a accueilli deux nouveaux résidents qui devraient devenir, dans un avenir proche, deux nouveaux acteurs dans le paysage agricole du territoire.

À la clef une jolie histoire, celle de deux amis d’enfance qui se retrouvent après une longue séparation à Marseille, leur ville natale. Le premier s’appelle Stéphane Bruno. Diplômé d’une école de commerce, il a travaillé quelques années à Paris dans les secteurs de la communication et de l’immobilier. Le second, Serge Kaczor, enseignait l’histoire dans un lycée de la cité phocéenne. Une série d’aléas et de concours de circonstances les réunissent. C’est l’occasion pour eux de faire un bilan de leurs existences respectives. « Nous voulions tous les deux changer de vie. » L’idée leur vient de s’associer pour créer un projet agricole en zone rurale, sur un territoire de moyenne montagne.

Ils choisissent l’Auvergne, découvrent le Livradois-Forez et achètent une maison à Tours-sur-Meymont. « Nous cherchions des bâtiments avec du terrain autour, ce qui n’est pas si facile puisque la plupart des terres cultivées autour des exploitations sont en fermage. » D’ailleurs, dès leur arrivée ou presque, ils vont rencontrer leur voisin agriculteur pour procéder à un échange de parcelles, « l’objectif étant de réunir le maximum de surface disponible à proximité immédiate de l’habitation. Notre projet, en effet, est multiforme : nous souhaitons installer ici un élevage de chèvres et de volailles, tout en ouvrant des chambres d’hôtes. » Cavalier confirmé depuis 26 ans, Serge juge des compétitions équestres un peu partout en France. « Dans le Puy-de-Dôme, les organisateurs m’avaient fait part depuis longtemps de leurs difficultés à trouver des hébergements de qualité en moyenne gamme,

à proximité raisonnable des sites de concours. L’idée a fait son chemin. Nous sommes partis sur un projet d’accueil à destination des randonneurs, mais aussi des cavaliers, des entraîneurs et de tous les intervenants du secteur équestre. On compléterait cette proposition par la vente de produits du terroir : des volailles que l’on va élever en liberté, des poulets, des oies, des pigeons aussi, quelques canards de Barbarie, sur une petite production pour privilégier la qualité. Nous avons installé des chèvres dans l’étable, et d’ici un

an, nous pourrions proposer également des fromages. » Le réseau équestre sur lequel s’appuiera Serge est déjà intéressé pour acheter une partie de leurs productions. Le reliquat sera vendu en circuit court, via les marchés et les commerces de proximité. « Nous contacterons les restaurants également, et, bien sûr, il y a la possibilité de vendre à la ferme et de cuisiner nos produits à notre future table d’hôtes. »

Une réflexion permanente.

Depuis leur arrivée, au début de l’année, les deux associés n’ont pas chômé. La maison a déjà été partiellement restaurée; l’étable - rénovée - accueille les premières chèvres. Les champs alentours ont été cernés par des piquets - « on en a planté plus de 600 ! » - et des clôtures électriques. Pour la constitution pratique de leur projet, Stéphane Bruno et Serge Kaczor reçoivent l’appui technique du Parc naturel régional Livradois-Forez et l’aide de la Communauté de communes du pays de Cunlhat. Serge, en outre, suit une forma-

tion pour obtenir un BEPA Travaux en exploitation d’élevage afin d’obtenir sa capacité agricole. Premier objectif : la mise en place des produits du terroir. Très vite ensuite, l’ouverture des chambres d’hôtes, « un concept sur lequel nous sommes déjà en train de réfléchir car nous les souhaitons particulières et chaleureuses, avec un accueil personnalisé et plein de petits détails qui aideront nos futurs pensionnaires à être heureux chez nous; comme leur proposer des confitures maison au petit-déjeuner. » Une réflexion permanente qui les aide à affronter le difficile parcours d’obstacles administratifs et à supporter l’éloignement géographique de leur région d’origine : « Nous n’avons plus d’amis proches, cela fait six mois que je n’ai pas vu ma famille » souligne Stéphane. « Mais, même à distance, ils restent présents et nous encouragent. Leur soutien nous est précieux, autant que leur approbation. Ceux qui sont venus nous voir, cet été, sont tombés à leur tour sous le charme de cette région et comprennent désormais les raisons qui nous poussent à y vivre et y travailler. »



Céline est aquarelliste, Pierre est menuisier, ébéniste et charpentier. Ces dernières années, ils ont beaucoup voyagé, vécu un peu partout en France jusqu’aux Antilles. Avant de s’installer au cœur de l’Auvergne, dans le Livradois-Forez : « Nous sommes arrivés ici un peu par hasard. Nous cherchions une propriété avec beaucoup de terrain pour y élever des chevaux. » Car, au-delà de leurs professions respectives, tous deux sont d’authentiques passionnés de la race équine. Au point de rêver d’en faire leur métier. Une expérience professionnelle de deux ans dans un élevage de chevaux les confirme dans leur vocation. L’idée et l’envie de posséder leur propre structure s’impose naturellement. Ils choisissent l’Irish-cob, ce cheval d’origine irlandaise réputé pour sa bonhomie, son calme et sa gentillesse. « C’est un nounours, un cheval de compagnie très proche de l’homme, celui qui tirait autrefois les roulottes des gitans. On le reconnaît, entre autres, à ses fanons, au panache de poils qui recouvre ses sabots. » En 2008, Céline et Pierre réalisent leur rêve à Marat, celui de créer leur premier élevage, celui de vivre aux côtés d’un troupeau de chevaux galopant librement sur un terrain le plus vaste possible.

La recherche d’associés

Laurent Bachélerie, agriculteur, Maire de Novacelles

« À Novacelles, dans le Puy-de-Dôme, au cœur du Livradois-Forez, Laurent Bachélerie est producteur laitier. Il est installé en GAEC avec sa mère qui part à la retraite. Il recherche donc un associé pour la remplacer. »

Sur le site de Demain.TV, l’annonce est disponible, datée du mois de juin 2009. Depuis deux ans, en effet, Laurent Bachélerie recherche activement un associé. Ce jeune agriculteur, diplômé en transformation agro-alimentaire, a pris la succession de son père sur l’exploitation familiale. Il possède une quarantaine de vaches laitières - autant de génisses - sur une superficie de 100 hectares pour un quota affiché à 278 000 litres de lait et connaît ces longues journées du fermier qui débutent à 6 heures du matin et se terminent rarement avant 21 heures, les semaines qui s’enchaînent et un emploi du temps qui ne connaît aucune plage de loisirs. « Avec un associé, je pourrais diviser logiquement ma charge de travail par deux. On se répartirait les tâches. » La présence d’un associé sur l’exploitation permettrait aussi la synergie des idées, la possibilité de s’octroyer des week-ends de repos ou de se libérer en cas d’urgence, garantirait le droit d’être malade et assurerait le partage des engagements financiers. « À deux, on avance mieux et plus vite. Il suffit d’avoir les mêmes idées et les mêmes objectifs. Le reste est affaire de discussion et d’organisation. » Sans compter que le temps libéré permettrait à Laurent Bachélerie de réaliser l’un de ses projets, celui d’installer un atelier de transformation sur son exploitation et de fabriquer du fromage. « J’ai une formation et quelques années d’expérience professionnelle en fromagerie! Autant en profiter. » Tout est pensé, conçu, prévu, y compris le loge-

Un élevage à taille humaine

Dès leur arrivée à la Dinasse, les rôles se définissent. Pierre reprend ses outils de menuisier. Céline s’occupe des quadrupèdes, douze au total « si on inclut le poney et l’âne! Douze, ce n’est pas le chiffre définitif de notre harde, mais presque. Nous souhaitons maintenir cet élevage à une taille raisonnable. Notre idée, c’est de passer du temps avec nos chevaux, de nous donner les moyens de bien nous occuper d’eux, d’être en mesure de travailler avec chacun individuellement. » Une déontologie qui s’applique jusqu’à l’étape finale de l’élevage, la vente des poulains. « Là encore, il ne s’agit pas de vendre à tout prix, n’importe quel cheval à n’importe quel acquéreur. Au contraire, nous souhaitons que s’instaureront de vraies rencontres entre les hommes et les animaux. C’est la raison pour laquelle nous aimerions mettre en place, à la Dinasse, un gîte et des chambres d’hôtes qui permettraient aux futurs propriétaires de passer du temps avec leur animal avant de l’acheter. Afin d’apprendre d’abord à le choisir, ensuite à mieux le connaître. J’aimerais aussi accueillir des visiteurs, en courts séjours, pour leur apprendre comment travailler avec des chevaux, sans passer par l’étape de la monte. Beaucoup de gens aiment le contact avec l’animal mais n’ont pas envie de prendre des leçons d’équitation. Or, on peut apprendre à travailler avec un cheval, sans lui mettre une selle sur le dos, simplement à l’aide d’une longe et avec la voix. »

Vivre au milieu des chevaux

Le gros projet, qui leur tient énormément à cœur, serait de pouvoir obtenir un permis de construire pour investir la grange qui siège au milieu de leurs terres : « On habiterait au milieu des chevaux, ce qui serait beaucoup plus simple pour nous occuper d’eux, au quotidien. Et puis, c’est notre rêve,

vivre au milieu des irish-cobs! Mais il faut obtenir l’autorisation d’agrandir le bâtiment dans des limites raisonnables, afin de créer un logement, d’installer de nouvelles stalles, et de réaliser le futur gîte. » Sans compter qu’au milieu de l’un des champs pourrait un jour se dresser le rêve du charpentier : un manège circulaire tout en bois, dont l’architecture réfléchie serait dessinée en respectant l’intégration paysagère. « On a plein d’idées, plein d’envies. Mais on ne veut pas faire n’importe quoi, n’importe comment. Pas question, par exemple, d’empiéter sur les activités agricoles de nos voisins. Les gens du hameau ont été vraiment gentils avec nous. Ils ont compris que notre volonté de vivre ici, sur ce territoire, était sérieuse, que notre implication était réelle. Un élevage de chevaux, c’est un peu atypique. Beaucoup nous ont posé la question : « mais ça sert à quoi? » C’est vrai que notre métier n’est pas perçu comme une activité agricole. On ne produit pas, au sens littéral du

De vraies rencontres entre les hommes et les animaux.

terme. Mais on contribue à l’entretien du paysage, à l’occupation des sols, et on peut participer à la valorisation de ce territoire. Jusqu’ici, nous avons fait ce qu’il était possible, en fonction des autorisations, en respectant aussi notre budget car il n’est pas question de trop nous endetter. On progresse pas à pas. » En 2009, Pierre a créé, avec un associé, une entreprise de charpente. En 2011, Céline devrait demander le statut d’agricultrice. Les premiers poulains seront à vendre. La suite, l’avenir, c’est réaliser tous les projets déjà énoncés, en imaginer d’autres : « nous pouvons vendre les saillies car nous avons un étalon agréé; organiser des visites pédagogiques de l’élevage; mettre en place des stages d’aquarelle puisque c’est aussi mon métier. L’idée, dans cette ferme de la Dinasse, c’est de multiplier les activités et les propositions autour des irish-cobs et de faire en sorte que ce lieu devienne un espace de rencontre privilégié entre les chevaux et les hommes. »

idées, il serait obligé de mettre entre parenthèses quelques envies qui lui tiennent autant à cœur que la création d’une fromagerie sur son exploitation, comme l’installation d’un distributeur de lait dans le pays d’Ambert, ou la construction d’un hangar équipé de panneaux solaires. À Novacelles, on recherche un associé désespérément...



Millie MESAGLIO

Cette jeune femme originaire de la région parisienne, mariée et mère de deux enfants, a éprouvé un véritable coup de cœur pour le Livradois-Forez en général, la commune de Saint-Anthème en particulier. Elle souhaiterait y installer une exploitation agricole. L’an passé, elle a participé à l’une des réunions destinées à accueillir et conseiller les porteurs de projets sur le territoire et a suivi une formation en agriculture. Elle vient d’obtenir, au mois de juin dernier, son Brevet professionnel de responsable d’exploitation et réfléchit pour l’heure à une production qui lui permettrait de s’installer sur une surface agricole restreinte, peut-être l’élevage de poussins allié, dans un souci de diversification, à la culture des fruits rouges.



Renseignements pratiques

Le réseau vous accompagne

Vous êtes agriculteur, vous êtes une Communauté de communes, le réseau installation foncier peut vous aider dans vos démarches et vos projets.

Vous êtes agriculteur

La remise en culture des boisements résineux gênants

Vous souhaitez remettre en culture des boisements résineux gênants, vous pouvez bénéficier de financements du Conseil général pour la coupe ou le dessouchage.

La réalisation d'échanges amiables

Vous souhaitez améliorer votre parcellaire d'exploitation en réalisant des échanges amiables. Vous pouvez bénéficier d'aides du Conseil général permettant une prise en charge de 60 % des frais notariés et d'arpentage pour les échanges en propriété.

Le soutien à la transmission

Vous souhaitez arrêter votre activité agricole d'ici quelques années, votre Communauté de communes peut vous aider sur différents aspects.

- Faire le point sur vos projets.
- Vous orienter vers les différents partenaires institutionnels et les dispositifs adaptés.
- Vous accompagner dans la transmission de votre exploitation (stockage du foncier en propriété ou en location,...).
- Rechercher des aides financières pour faciliter la transmission pour les exploitants et les propriétaires.
- Diffuser les offres d'exploitations à reprendre via notre réseau de partenaires.
- Mettre en relation exploitants cédants et candidats à la reprise.

Vous êtes une Communauté de communes

Votre territoire est concerné par les problématiques agricoles traitées dans ce journal : maintien des actifs, appui aux filières courtes, amélioration du foncier... En tant que territoire, les Communautés de communes constituent un maillon indispensable et complémentaire aux organismes agricoles pour répondre à ces enjeux.

La réalisation d'un diagnostic foncier agricole

Préalable indispensable à l'adhésion au Réseau installation foncier en Livradois-Forez, ce diagnostic vous permet de réaliser avec l'aide d'un prestataire de service, un recensement complet des exploitations de votre territoire et d'entamer une réelle dynamique d'animation.

Pour ce faire, le Conseil général du Puy-de-Dôme finance jusqu'à 80 % du montant de ce diagnostic.

L'animation d'un programme d'échanges amiables

Le contexte local est favorable à la réalisation d'échanges amiables de terrains agricoles, afin de restructurer le parcellaire des exploitations. Vous souhaitez pour cela accompagner les exploitants pour une réorganisation globale sur le territoire. Le Conseil général peut financer jusqu'à 80 % des frais d'animation engagés auprès d'un prestataire.

Cette liste n'est pas exhaustive, vous vous interrogez sur d'autres sujets relatifs au stockage de foncier, à la mise en place d'un accompagnement des agriculteurs sur votre territoire, ou toute autre problématique en lien avec l'agriculture... N'hésitez pas à contacter Nicolas Delorme pour le Réseau installation foncier en Livradois-Forez ou à vous adresser directement à votre Communauté de communes.



Tirage : 3 000 exemplaires • **Direction de la Publication** : Alain Faure – Président du Réseau • **Reportage et rédaction** : Caroline Drillon • **Groupe de travail et rédaction complémentaire** : Lucien Compte, Claudy Combe, Nicolas Delorme, Marine Donal, Jean-Pierre Fournioux et Mathilde Varret • **Conception et mise en page** : Scop crescend'O (Marat/Lyon) • **Impression** : 106 imprimerie • **Crédits photographiques** : Benoît Barres, Gaëtan Buzolich, Christophe Camus, Marine Donal, Caroline Drillon, Frédéric Duhayer, Sandrine Izambart, Fabrice Normand, Michel Thénot, Mathilde Varret, PNRLF • **Dépôt légal** : décembre 2010 • **Adresse** : Réseau installation foncier - Maison du Parc - 63880 Saint Gervais-Sous-Meymont

Contacts



Réseau Installation Foncier en Livradois-Forez

Nicolas Delorme

Maison du Parc - 63880 Saint-Gervais-sous-Meymont

Tél. 04 73 95 57 57

Communauté de communes du Pays de Courpière

Mathilde Varret

4 avenue Jean Jaurès - 63120 Courpière

Tél. 04 73 53 24 71

Communauté de communes du Pays de Cunlhat

Gaëtan Buzolich

8 Grande Rue - 63590 Cunlhat

Tél. 04 73 72 39 40

Communauté de communes du Pays d'Arlanc

Marine Donal

Quartier Saint Joseph - 63220 Arlanc

Tél. 04 73 95 19 13

Communauté de communes du Pays d'Olliergues

Fabrice Normand

13 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny

63880 Olliergues

Tél. 04 73 95 59 31

Communauté de communes de la Vallée de l'Ance

François Philibert

Le Bourg - 63840 Saillant

Tél. 04 73 95 32 64

Communauté de communes du Bassin Minier Montagne

Damien Roche

Bayard - 63570 Brassac-les-Mines

Tél. 04 73 54 54 70

Communauté de communes du Haut Livradois

Antoine Teuma

Rue de la Poste - 63980 Fournols

Tél. 04 73 72 12 55

Parc naturel régional Livradois-Forez

Lucien Compte

Le Bourg - 63880 Saint-Gervais-sous-Meymont

Tél. 04 73 95 57 57

Conseil général du Puy-de-Dôme

Hôtel du Département

24 rue Saint-Esprit - 63033 Clermont-Ferrand cedex 1

Tél. 04 73 42 20 20